

dernières années, la production agro-alimentaire africaine per capita n'avait cessé de décliner. La détérioration, pendant ce temps, de la végétation forestière, de la terre et même des sources d'eau a été constante. En même temps, les exigences et les contraintes de l'économie internationale se sont resserrées comme un étau autour de l'économie de chacun de ces pays d'Afrique, souvent jusqu'à l'asphyxie. Année après année, des peuples entiers de l'Afrique se sont pour ainsi dire écrasés sur eux-mêmes, passant de la subsistance à la dépossession, de la survie à la mort.

Ils sont nombreux les gouvernements africains qui ont carrément identifié comme premier coupable l'ordre économique international qui les oblige ni plus ni moins à vendre à des prix ridicules leurs ressources pour devoir ensuite acheter à prix forts pour eux des biens et des services de première nécessité pour leur développement quand ce n'est pas pour leur survie. Principalement à cause des fluctuations dans la valeur des monnaies et des taux de change, les cinq dernières années ont été les plus désastreuses du dernier demi-siècle pour les économies africaines. On a vu simultanément baisser le prix de leurs produits d'exportation, augmenter en flèche les taux d'intérêt qu'ils devaient payer sur les emprunts contractés et se tarir l'aide des pays donateurs, eux-mêmes aux prises avec leurs propres problèmes économiques. Sans argent, les gouvernements africains n'ont pour la plupart eu d'autres choix que de couper d'une façon draconienne dans les importations, avec toutes les conséquences dévastatrices que cela pouvait avoir sur les réserves alimentaires, les ressources énergétiques disponibles autant que sur les pièces nécessaires à l'entretien des équipements essentiels. Julius Nyerere, ex-président de l'OUA, a posé la question d'une façon aussi claire que dramatique : « Peut-on croire un instant que nous devrions vraiment laisser nos peuples mourir de faim afin de pouvoir payer nos dettes? ».

D'un autre côté, il ne manque pas de gouvernements à travers le monde pour se prononcer d'une façon tout aussi catégorique en pointant du doigt les gouvernements africains, leurs politiques et leurs performances, comme principaux responsables de la famine qui frappe leurs populations. Il est indéniable que l'une des causes de la famine vient du fait que dans plusieurs pays, la paysannerie a été constamment négligée sinon exploitée du fait des actions et politiques gouvernementales.

Les leaders et les gouvernements africains ont la plupart du temps été plus sensibles à la voix des villes, à celle de la fonction publique et des militaires plutôt qu'à celle du peuple qui fournissait pourtant à manger. Un Africain, travaillant dans le cadre d'un programme d'aide, définissait en